



Interview du Dr Yaméogo, conseiller santé du bureau régional de Plan en Afrique de l'Ouest

1. Pouvez-vous décrire le partenariat entre les bureaux de Plan dans la région de l'Afrique de l'ouest et les PNLN (Programmes Nationaux de Lutte contre le Paludisme), en ce qui concerne l'accès aux financements du Fonds Mondial ?

Le paludisme demeure la première cause de morbidité et de mortalité en Afrique de l'Ouest et du centre. Plusieurs efforts sont faits au niveau mondial pour assurer un financement adéquat pour vaincre cette maladie. Le Fonds Mondial est l'une des sources de financement les plus importantes en matière de lutte contre le paludisme.

Plan contribue au processus de financement du Fonds Mondial à plusieurs niveaux :

Au niveau régional, le bureau de Plan Afrique de l'Ouest est un membre très actif du réseau mis en place dans le cadre de l'initiative « Faire Reculer le Paludisme », de l'Organisation Mondiale de la Santé¹. Les partenaires de ce réseau apportent un appui technique aux Programmes Nationaux de Lutte contre le Paludisme (les PLNP) de 17 pays (15 pays de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie et l'Algérie).

L'action de ce réseau a pour finalité la mise en œuvre efficace des programmes de lutte contre le paludisme et se traduit principalement par :

- une assistance technique aux pays ;
- un soutien des pays à la recherche de subventions ;
- une harmonisation des approches de lutte contre le paludisme dans la région;
- l'identification des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre le paludisme dans les pays et l'apport de solutions ;
- un partage des meilleures pratiques de lutte contre le paludisme.

¹ Le «WARN»: **W**est **A**frica **R**oll Back Malaria **N**etwork. Pour plus d'informations sur le « WARN », consulter le site de l'OMS : www.rbm.who.int

Au niveau spécifique du Fonds Mondial, ce réseau a contribué à l'analyse des besoins des pays en matière de lutte contre le paludisme, à la lecture et l'amendement des propositions, à la recherche de financement pour accompagner les pays dans la rédaction et la mise en œuvre des subventions, l'identification de consultants pour les pays, l'organisation de missions conjointes dans les pays pour suivre la mise en œuvre des programmes de lutte contre le paludisme et aussi le renforcement des capacités des PNLP.

Au niveau des pays : le paludisme étant la première cause de morbidité et de mortalité de la région, Plan a l'obligation de se mobiliser contre le paludisme, dans les pays où il intervient. Plan travaille en étroite collaboration avec les PNLP, leaders techniques pour la rédaction des différents documents stratégiques et des propositions techniques. Nous travaillons à rendre opérationnel le partenariat « Faire reculer le Paludisme » au niveau national. Plan participe aux réunions de concertation des partenaires organisées par le PNLP et exécute des activités dans ses zones d'intervention pour contribuer à l'atteinte des objectifs du pays en matière de lutte contre le paludisme. Dans certains pays (Sénégal et Burkina Faso), Plan est membre du « Country Coordination Mechanism » (CCM). Les différents bureaux de Plan participent pleinement à l'élaboration des propositions à soumettre au Fonds Mondial, à travers un appui technique et financier². Le dynamisme dans le partenariat national fait que certains bureaux de Plan sont devenus des acteurs de la mise en œuvre des subventions obtenues auprès du Fonds Mondial. C'est le cas du Bénin, de la Sierra Leone, du Cameroun, du Burkina, de la Guinée-Bissau, et du Sénégal. Le plus souvent, Plan est bénéficiaire secondaire des subventions, il est rarement bénéficiaire principal, comme dans le cas du Burkina Faso pour le round 8 du Fonds Mondial.

Plan mobilise d'autres ressources pour le financement du paludisme dans les pays programmes à travers les bureaux nationaux (Plan France, Plan Canada, Plan Corée, Plan Grande Bretagne, Plan Etats-Unis d'Amérique, Plan Pays-Bas.....)

Au niveau international, différents bureaux de Plan situés au Nord apportent aussi un appui financier et technique pour l'accompagnement des pays dans la rédaction et la mise en œuvre des activités du Fonds Mondial. Certains bureaux disposent d'une équipe technique qui contribue énormément à l'amélioration de la qualité des propositions soumises. Le bureau national qui a le plus d'expérience est celui des Etats-Unis d'Amérique.

2. Pouvez-vous nous parler de l'expérience du Burkina Faso où Plan est l'un des bénéficiaires principaux du Round 8 du Fonds Mondial pour sa composante paludisme ?

Le volet « paludisme » du round 8 s'intitule « Mise à l'échelle des interventions de lutte contre le paludisme au Burkina Faso ». Il a pour but de réduire de 50% les taux de morbidité et de mortalité liés paludisme d'ici 2013 par rapport à 2000. Les objectifs poursuivis par cette requête sont :

- Amener à au moins 80%, le taux d'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILDA), chez les femmes enceintes, les enfants de moins cinq ans et dans la population générale, d'ici à 2013 (campagne générale en 2010)
- Traiter à domicile, avec les ACT³ au moins 80% des cas de paludisme simple vus au niveau communautaire, selon les directives nationales, d'ici à 2013

² Plan participe le plus souvent au comité technique de rédaction de la proposition mis en place par le Mécanisme de Coordination Pays (CCM) du Fonds Mondial

³ Traitements à base d'artémisinine.

- Renforcer la capacité managériale du programme

Au niveau du Burkina, Plan est un membre actif du cadre de concertation des partenaires de lutte contre le paludisme depuis de longues années. Le montant initial approuvé par le conseil d'administration du Fonds Mondial était de 63, 2 millions d'euros, mais ce budget a été révisé et ramené à 57,6 millions d'euros pour les 5 années d'exécution du projet. Deux bénéficiaires principaux ont été identifiés pour la conduite du round 8 : le Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS) pour le secteur public et Plan Burkina Faso pour la société civile. La partie gérée par Plan et les bénéficiaires secondaires de la société civile est de l'ordre de 15,3 millions d'euros.

Le PADS a en charge l'ensemble des activités au niveau des services de santé et Plan Burkina Faso les activités pour l'amélioration de la participation communautaire à travers une mobilisation sociale et la mise à l'échelle de la prise en charge communautaire du paludisme simple.

Le rôle de Plan est d'assurer une mobilisation sociale dans tout le pays afin d'avoir une bonne utilisation des moustiquaires imprégnées, une meilleure prise en charge du paludisme simple au niveau communautaire et une amélioration du niveau de connaissances des populations sur le paludisme. La mise en œuvre sur l'ensemble du territoire se fera à travers quatre bénéficiaires secondaires : l'ONG internationale Africare, l'ONG CREDO (Organisation Chrétienne de secours et de Développement), l'Union des Religieux et Coutumiers du Burkina contre le SIDA et RAME/CORAB (**R**éseau d'**A**ccès aux **M**édicaments **E**ssentiels/**C**oalition des **R**éseaux et **A**ssociations **B**urkinabè de lutte contre le SIDA et de promotion de la santé).

Plan Burkina Faso est responsable de la bonne utilisation des fonds et en rendra compte régulièrement au Fonds Mondial et au sein du Mécanisme de Coordination du Fonds Mondial (« CCM »).

Les objectifs sur lesquels Plan Burkina Faso s'est engagé sont essentiellement les suivants :

- assurer la distribution communautaire de 8.487.000 moustiquaires imprégnées longue durée lors de la campagne générale ;
- organiser des visites à domicile pour le suivi de l'utilisation des moustiquaires ;
- assurer la prise en charge communautaire du paludisme simple à domicile;
- mener des activités de changements de comportements : causeries éducatives, émissions radiodiffusées, sketches, visites à domicile, etc.
- reproduire des affiches pour la prise en charge du paludisme simple, des affiches sur l'utilisation des moustiquaires, des boîtes à images
- renforcer les capacités des bénéficiaires secondaires en matière de suivi évaluation et des procédures du Fonds Mondial ;
- équiper les différents acteurs en matériel roulant (véhicules, motocyclettes et bicyclettes) et en ordinateurs pour faciliter la mise en œuvre du projet.
- Coordonner la mise en œuvre des activités des bénéficiaires secondaires
- Participer activement au mécanisme de coordination du Fonds Mondial au niveau du pays.

3. Quelles sont selon vous les conditions d'une bonne utilisation de ces fonds pour lutter efficacement contre le paludisme ?

Une bonne coordination des activités entre bénéficiaires principaux et secondaires de tous les rounds acquis est une des conditions indispensables pour une lutte efficace contre le paludisme. Le Fonds Mondial exige une documentation importante pour l'obtention des financements et le suivi la mise en œuvre des projets. Souvent les pays n'ont pas les ressources humaines nécessaires et ont recours à des consultants pour l'appui à l'élaboration de ces documents. Il arrive parfois que la mauvaise performance des pays conduise le Fonds Mondial à suspendre le financement. Pour réussir la mise en œuvre des programmes du Fonds Mondial, le PLNP ainsi que les autres acteurs (bénéficiaires principaux et secondaires) ont besoin de ressources humaines compétentes en matière de planification et de suivi/évaluation. Le renforcement des capacités au niveau des pays est donc un élément indispensable pour une bonne mise en œuvre des activités du Fonds Mondial.